

REGARDS

ÉTAT DE LA NATION 2018

Comprendra qui voudra

Raymond Klein

Le discours de Bettel le plus court et le plus terne sans doute, mais non sans importance et signification. Ce que le oui à la croissance implique et ce qu'il occulte.

« Durant cette législature-ci, l'évolution du Luxembourg a été positive. » Après avoir tourné autour du pot pendant trois minutes, Xavier Bettel a entamé la partie bilan de son discours sur l'état de la nation. Sans surprise : bilan positif. Sans surprise : l'équilibre budgétaire en premier. Sans surprise : le gouvernement au service du bien-être des gens. Que ce discours, six mois avant les élections, soit le plus court des cinq prononcés par le premier ministre, c'est une surprise. Dépit, Bettel ? Ou grippé - c'est vrai qu'il avait la voix un peu rauque. Quoi qu'il en soit, le discours de 2018 a été, du moins à première vue, le moins bon.

Cigale et fourmi !

Rhétoriquement parlant, la prestation était particulièrement terne. Aucun retour grandiloquent sur l'histoire, comme en 2015 la Seconde Guerre mondiale ou en 2017 le traité de Londres. Pas de refrain du genre « on est dans la bonne voie », tout juste, en fin de discours, à la suite des « notre pays va mieux qu'il y a deux (ou trois) ans » des années précédentes, une variation peu inspirée : « Notre pays est différent de ce qu'il était il y a quatre ans, et c'est une bonne chose. »

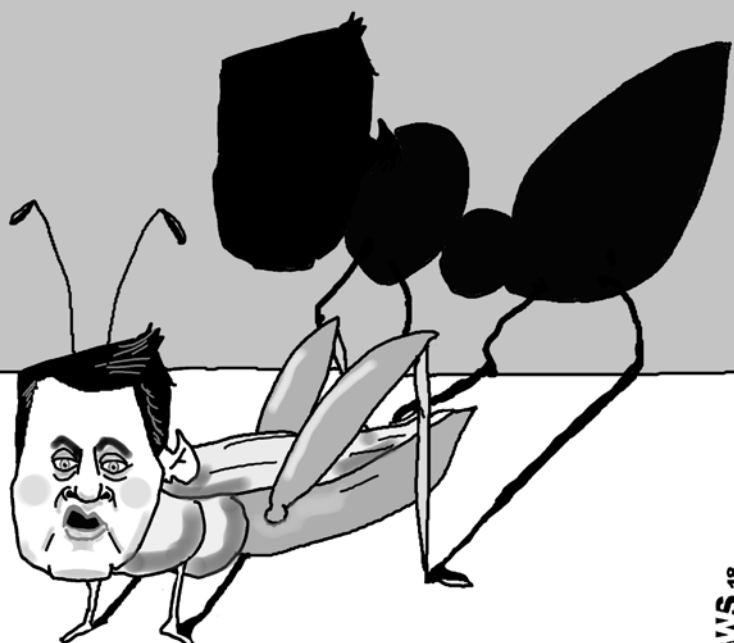
Pourtant, comme les années précédentes, une analyse plus détaillée met au jour des subtilités cachées sous une surface trop lisse. Ainsi, Bettel le libéral a défendu les cadeaux fiscaux aux entreprises, appelés euphémiquement « une politique de taxation prudente ». Il a également justifié les mesures d'austérité du début de la législature : « Je ne regrette pas qu'on ait marché le long de ce chemin rocaillieux. Les résultats montrent que même sur les pavés, nous avons bien avancé. » Mais ensuite, le premier n'a pas hésité à qualifier les dépenses sociales, à peu près la moitié du budget, d'« investissement dans la qualité, la santé et la solidarité ». Qualifier les dépenses courantes d'investissement, un social-démocrate n'aurait pas fait mieux.

Cigale ou fourmi, avions-nous demandé l'année dernière (woxx 1421) - est-ce qu'en fin de mandat le premier ministre se présentera comme chanteur de la vertu budgétaire ou comme bienfaiteur du bon peuple ? Clairement, Bettel, sans renier la logique fourmi, a choisi de se présenter en cigale, et d'énumérer de nombreuses mesures - et dépenses - en faveur des familles, de l'éducation et des transports.

Croissance contre forteresse

Croissance ou repli sur soi, c'était l'autre question sur laquelle on attendait Bettel au tournant, comme nous l'avions expliqué dans un ar-

Xavier Cigale & Fourmi Bettel



GYS 18

Peur de la croissance ?
On ne peut pas dire que
ce taureau symbolisant la
flambée des cours ait l'air
très rassurant.



PIXABAY / TREPTOWERALEX / CCO

ticle « web exclusive » peu avant le discours. Dans le contexte du réflexe identitaire, nous avons relevé que le compte Twitter du premier ministre montrait une vue aérienne du quartier moderne du Kirchberg plutôt que de la forteresse médiévale. Et en effet, dans son discours, aucune trace d'« esprit forteresse ». Le discours de ce mardi a confirmé la position que nous avions décelée comme « leitmotiv caché » dans celui d'avril 2017 : « Le Luxembourg doit continuer à progresser, plutôt que de s'enfermer dans un statu quo. » D'ailleurs, l'introduction consacrée au traité de Londres de 1867 avait évoqué le démantèlement de la forteresse et le développement économique subséquent du pays ouvert qu'était devenu le Luxembourg. Une manière symbolique de mettre en garde contre le repli sur soi, mais - avons-nous regretté - sans affirmer ouvertement l'adhésion à l'idée de croissance, notamment démographique.

Cette fois-ci encore, le message était caché derrière un euphémisme : Bettel a dit « développement » quand il aurait pu dire « croissance », et le seul usage du verbe croître (économiquement) s'est conjugué au passé. Quant au titre choisi pour le discours, « Lëtzebuerg beweegen », « Faire bouger le Luxembourg », il se retrouve dans un certain nombre de métaphores employées, toutes relatives au mouvement. Volonté de continuer à avancer qui se retrouve aussi dans l'avant-dernière phrase : « Ce déve-

loppement [vers plus de modernité] doit se poursuivre, car nous avons besoin de progresser et ne pouvons pas nous permettre l'immobilisme. » Le discours sur l'état de la nation 2018 n'a peut-être pas fait grande impression, mais il n'était pas si mal ficelé que ça.

Au-delà de son orientation générale procroissance, le premier a contourné tous les sujets qui fâchent. À commencer par les controverses entre ses deux partenaires de coalition, sur l'établissement de nouvelles entreprises au Luxembourg. Il y a un an, Bettel avait vanté les mérites de la croissance qualitative et affirmé : « Certaines entreprises conviennent mieux au Luxembourg que d'autres (...), des entreprises pour lesquelles les surfaces occupées et les nuisances pour l'humain et l'environnement sont en rapport avec l'apport économique pour notre pays. »

Vernis vert

La formule pourrait être issue d'un communiqué des Verts ou du Mouvement écologique de cette année, critiquant la fabrique de yaourts ou le data center. Mais pour l'ultime état de la nation, les vues du LSAP l'ont emporté, et le premier ministre n'a pas répété cette phrase. Au contraire, en évoquant l'avancement du projet Google, l'une des entreprises controversées, il a affirmé sans sourciller : « Nous avons bon espoir que le prochain pas sera également un succès. »

Pourtant, la place accordée aux sujets « verts » était plutôt plus importante que les années précédentes. À deux reprises, le premier a mis l'accent sur l'équilibre à trouver entre développement économique et considérations écologiques. Pour l'illustrer, il a mentionné les zones de protection des eaux et la réforme de la protection des animaux. En matière de mobilité, Bettel a vanté les « solutions innovantes »... mais a déçu en ne présentant que l'extension du tram et la promotion du covoiturage, idées excellentes, mais sur la table depuis une quinzaine d'années. En évitant d'aborder la politique climatique luxembourgeoise avec ses succès et ses défis, le premier n'a pas vraiment gâté son partenaire vert. Et alors que tout a été fait pour ne pas gâcher l'impression d'unité au sein du gouvernement, ce traitement-là des sujets environnementaux pourrait presque pousser les Verts dans les bras du CSV.

Mais quel besoin des Verts quand on a son Rifkin ? Bettel, qui, lors du discours de 2016, n'avait même pas prononcé le nom de l'utopiste écosocial américain, a désormais intégré le discours technocratique sur la révolution digitale. Le Luxembourg sera une « smart nation » ou ne sera pas, c'est le message qu'il a voulu faire passer. Après avoir évoqué les 150 milliards de dollars du programme chinois pour l'intelligence artificielle, il a assené : « La question n'est pas ce que nous en pensons. La question est de savoir si en tant qu'Union eu-

ropéenne, en tant que Luxembourg, nous voulons garder le contrôle de notre avenir ou être contrôlés. Il s'agit ni plus ni moins de notre souveraineté. » Sous-entendu : celles et ceux qui critiquent la révolution digitale se battent pour une cause perdue. La seule option serait d'embrasser les nouvelles technologies, ce qui permettrait « de se rendre compte à temps de leurs dangers et de mettre à profit leur potentiel ».

Le million !

En plus de cet argument massue, le premier a développé un raisonnement plus subtil. Il a rappelé que la croissance économique et démographique ne date pas d'hier : « Les causes des difficultés d'aujourd'hui sont à situer dans le passé et non dans l'avenir. » Expliquant que le Luxembourg a tardé à réagir, il a donné raison aux Verts et aux militant-e-s écolos qui tirent depuis longtemps la sonnette d'alarme. Tout en se moquant d'elles et d'eux à travers la métaphore choisie : il serait simpliste de « constater que la route sur laquelle nous avons jusqu'ici bien avancé commence à devenir glissante, et qu'il faudrait freiner ou s'arrêter ». Aux yeux de Bettel, « nous avons omis, il y a dix, quinze ans, de mettre les pneus d'hiver et d'allumer les feux ». Mais, a-t-il assuré, ces dernières années, nous aurions commencé à nous équiper « afin de pouvoir continuer notre route en bonne santé, en sécurité et de bonne humeur ».

THEMA



De 200.000 à plus de un million d'habitant-e-s. Que les affaires marchent est peut-être une condition nécessaire, mais certainement pas suffisante pour la réussite du pays.

Le premier ministre triche un peu en faisant croire que ce débat serait nouveau - c'est son prédécesseur qui l'avait lancé dès l'état de la nation de 2000 sur les « 700.000 habitants ». À l'époque pourtant, le camp anticroissance était ancré à droite. Du côté des Verts et des ONG écologistes, on avait tendance à penser qu'on préférerait un pays à 700.000 habitants avec une bonne politique d'infrastructures et d'aménagement du territoire à un pays de seulement 400.000, mais avec des politiques inefficaces. C'est cela qui a changé - désormais, dans le camp progressiste, on n'hésite plus à réclamer un coup d'arrêt à la croissance, comme en témoignent des prises de position récentes du Mouvement écologique et de la Caritas.

Qu'on ne s'y trompe pas : le plaider de Bettel en faveur de la croissance n'était pas dirigé en premier lieu contre les anticroissance progressistes. Car il a enchaîné sur sa vision du Luxembourg - un des seuls passages du discours où il s'est écarté du texte écrit et a laissé libre cours à ses émotions. « Je n'accepterai pas, lors de la campagne électorale, que quelqu'un essaie de détruire le modèle luxembourgeois », a-t-il annoncé.

Puis Bettel a opposé le Luxembourg rural à celui de l'industrie et des start-up, le fait de parler luxembourgeois à celui d'être multilingue, pour affirmer, avec de grands mouvements des mains : « L'un n'exclut pas l'autre. » De plus en plus excité, il a lancé : « Nous ne devons pas accepter que certaines personnes essaient de nous faire croire que l'un exclut l'autre. Il s'agit de notre force. Ne détruisons pas nous-mêmes notre force par un recours au populisme. »

Quel sens donner à cette tirade contre le populisme conservateur, tirade qui ne plaira pas à tout le monde ? Et qui - diront certains - est dirigée contre les petites gens inquiètes à juste titre pour leur avenir... et qui sont d'autant plus sensibles aux discours identitaires que les discours progressistes comme celui de Bettel passent par-dessus leurs têtes. S'agit-il d'une erreur d'appréciation typique d'une élite qui s'est trop éloignée du peuple ? Ou d'une manœuvre tactique ? Souvenons-nous : le discours sur l'état de la nation 2015 - sans doute le meilleur de la série - avait été patriotique, social et consensuel (woxx). Laisant ainsi, avions-nous analysé à l'époque, le CSV sans espace de manœuvre.

CSV : foncer et s'enfoncer ?

Cette fois-ci, Bettel a ouvert un couloir aux conservateurs, mais dans lequel il sera dangereux de trop s'engager. En effet, si les chrétiens-sociaux sont aujourd'hui en position d'écraser les autres partis, peut-être même de remporter une majorité absolue, c'est dû à l'habileté de Jean-Claude Juncker qui a su occuper le centre de l'échiquier politique sans perdre l'électorat du bord droit. Que le CSV revienne à un profil de droite dure, et il se retrouvera à moyen terme à nouveau plus près des 20 que des 30 mandats.

Le CSV embrouillé, les Verts dupés, qu'en est-il du LSAP ? À comparer les positions d'Étienne Schneider et de Xavier Bettel sur la croissance, on voit que le binôme qui a mené la barque le soir du 20 octobre 2013 continue à coopérer. Et même sur le plan social, le premier ministre libé-

ral n'a pas cherché à se démarquer de ses partenaires sociaux-démocrates. En plus du raisonnement déjà évoqué sur les dépenses sociales qui seraient un investissement, Bettel a insisté longuement sur les mesures permettant aux enfants et aux parents de passer plus de temps ensemble. Une manière habile de se donner un air social, puisque le mérite en revient à la ministre DP Corinne Cahen, et que l'évocation de la famille est supposée séduire l'électorat chrétien-conservateur. Alors que la politique sociale du gouvernement prise dans son ensemble est plutôt une politique en faveur des classes moyennes, comme l'a rappelé encore une fois l'édition 2018 du « Sozialalmanach » de la Caritas.

Surtout, l'évocation des enfants et des familles cache de nombreux sujets « oubliés ». À commencer par le domaine des réformes sociétales, ciment de la coalition en 2013-2014. Certes, le premier a lâché une remarque sur les femmes qui ne devront plus, pour un avortement, se justifier devant un tiers. Mais le sujet de l'intégration politique, qui avait donné lieu au fameux référendum, semble rester tabou. Quant au droit d'accès à l'information - projet de loi à concrétiser « dans les prochains mois », avait-il dit en 2017 - on n'en a pas non plus entendu parler.

Même des sujets traditionnellement porteurs pour le DP, comme les droits fondamentaux ou la politique étrangère, n'ont pas été abordés. Enfin, le problème du logement, sur toutes les lèvres et qui est au centre de l'avis annuel du Conseil économique et social (voir page 10), ne se retrouve que dans quelques demi-

phrases. Pourtant, les nombreuses annonces effectuées dans le cadre des états de la nation de 2016 et 2017 avaient pu être interprétées comme une prise de conscience, par le DP et son ministre Marc Hansen, de l'importance du sujet. Sujet trop épineux au vu de la clientèle « nantie » du parti centriste ou simple erreur de jugement ?

Sujets oubliés, coalition à oublier ?

Alors, sous réserve que l'électorat le permette, cette coalition pourrait-elle tenir ? Ou bien se désagrégera-t-elle avant même d'être défaite par le rouleau compresseur noir ? À en juger par le discours de Bettel, il n'y a pas de conflit majeur, du moins entre le DP et le LSAP. Mais alors que l'état de la nation 2017 avait laissé transparaître un premier ministre décidé à gouverner dans la durée, celui de 2018 montre un homme qui doute, qui s'est peut-être même résigné à quitter l'Hôtel de Bourgogne d'ici quelques mois.

En 2013, après une éviction du CSV prometteuse et une déclaration gouvernementale décevante, on pouvait se dire que le premier mérite de la triple coalition était celui d'exister. La même chose vaut pour ce discours sur l'état de la nation de 2018 : les déceptions, les « oublis », le contexte crépusculaire n'empêchent pas d'y voir un discours résolument progressiste. Par les temps qui courent, cela fait du bien au Luxembourg.